



**FNEC FP-FO 78**

**Fédération Nationale de l'Enseignement,  
de la Culture et de la Formation Professionnelle**

4, place de Touraine, 78000 VERSAILLES-06 66 64 81 65-

[fnecfpo78@gmail.com](mailto:fnecfpo78@gmail.com)

---

**Déclaration de la FNEC FP FO 78 au CSA SD (Comité Social d'Administration Spécial  
Départemental) du 30 mars 2026**

Monsieur le Directeur académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD

En préambule, nous tenons à remercier les membres de la DOS pour les documents fournis.

Ce CSA SD s'ouvre dans un contexte d'escalade guerrière grandissant, après le kidnapping du président vénézuélien par les Etats-Unis, la menace d'annexion du Groënland par Trump, le génocide à Gaza qui se poursuit ainsi que la guerre en Ukraine qui fait des centaines de milliers de morts. C'est maintenant au Moyen Orient que la guerre se développe. L'Iran et le Liban sont attaqués, nos collègues, leurs élèves, leurs étudiants meurent sous les bombes.

Plus que jamais, la FNEC FP FO rappelle ses exigences de cessez-le-feu partout où il y a des conflits armés dans le Monde. De l'argent pour les services publics pas pour la guerre. PAIN, PAIX, LIBERTE

Dans le même temps, la politique de marche à la guerre du gouvernement Macron s'intensifie. Le budget que le gouvernement Lecornu a imposé par recours au 49-3 — est un budget d'austérité et de guerre qui maintient les suppressions de postes d'enseignants, le gel du point d'indice, et l'absence de créations de postes statutaires, pendant que des milliards supplémentaires sont consacrés au réarmement.

Alors que l'Ecole manque de tout, le budget militaire augmente de 6,7 milliards d'euros dépassant celui de l'Education Nationale. La militarisation de l'Ecole publique se poursuit avec la multiplication des classes défense en partenariat avec des industries d'armement (Exon, Dassault etc...) et la mise en place du service militaire volontaire. Voilà l'horizon qui est donné à voir à la jeunesse !

Anatole France, le disait très justement : « on croit mourir pour sa patrie, on meurt pour des industriels ».

La FNEC FP FO exige l'abandon de tous ces dispositifs de militarisation de l'École et d'embrigadement de la jeunesse et la réaffectation des crédits alloués au budget de l'Education pour créer des classes et des postes.

Les dotations en postes pour chaque académie ont en effet été présentées lors du CSA ministériel du 26 janvier. Elles sont d'une violence inédite envers l'Ecole publique. Ce ne sont pas moins de 3256 postes d'enseignants qui seront supprimés pour la rentrée 2026 : 1365 dans le second degré et 1891 dans le premier degré !

Ce budget provoque une avalanche de fermetures de classes et la continuité de la destruction de l'enseignement spécialisé. Pour la rentrée 2026, c'est 4 fois plus de suppression de postes que l'an dernier. Mis à part la Guyane et Mayotte, toutes les académies sont frappées de plein fouet par les suppressions de postes : l'académie de Lille perd 245 postes, celle de Nancy-Metz 144, celle de Nantes 136, la nôtre, l'académie de Versailles 143.

C'est dans ce contexte que nous nous réunissons aujourd'hui pour examiner la première phase de la carte scolaire. Dans notre département, ce sont 65 postes retirés au titre de la baisse de la démographie, 27 postes attribués à la création des PAS, 1 pour la formation initiale et 8 pour le remplacement. Cela a pour conséquence la fermeture de plus de 100 classes.

L'analyse des documents préparatoires à ce CSA SD confirme ce chiffre. 65 postes doivent être fermés, la brigade de remplacement est abondée de 8 ETP. Comme nous le disions l'an passé, nous pourrions nous en féliciter si près de 200 postes de remplaçants n'étaient pas vacants. Dans cette logique comptable, ce sont 8 classes supplémentaires qui pourraient être ou rester ouvertes à la rentrée prochaine.

Pour la FNEC FP FO la baisse démographique scolaire devrait conduire à diminuer drastiquement le nombre d'élèves par classe, et recréer les postes. C'est pourquoi elle demande que tous les moyens soient portés sur les ouvertures de classes.

A ces suppressions s'ajoute la fermeture de places dans les établissements médico-sociaux alors que les besoins sont croissants au regard du nombre d'élèves en situation de handicap en attente d'une orientation. Partout des places ferment dans les ESMS.

Dans nos classes le chaos provoqué par l'acte 1 et 2 de l'école inclusive qui place les personnels, les parents et les élèves dans des situations de grande détresse et de souffrance. Le bricolage des pseudo-protocoles n'y changeront rien, pas plus que la mise en place des PAS et des DARS. Offrent-ils des moyens et des personnels en plus, comme nous l'exigeons ? Non. Par manque de moyens, on propose aux enseignants des tipis, des réglettes des émotions, des feux rouges et verts pour gérer les élèves en attente de soin. Est-ce la solution ? Non. Envoyer les élèves en souffrance dans des salles d'autorégulation, comme le permettent les DARS dans lesquelles l'élève s'auto-observe, s'autoévalue et auto-réagit leur permet-il une solution pour trouver un équilibre émotionnel ? Soyons sérieux... !!!!

La FNEC FP FO demande la création de postes de RASED, de PSYEN, de places en établissements médico-sociaux et le recrutement de médecins scolaires et d'infirmières scolaires à hauteur des besoins. LA FNEC FP FO demande la suppression des DAR et des PAS issus des actes 1 et 2 de l'école inclusive.

Toutes ces mesures accentueront la dégradation des conditions de travail et d'enseignement des personnels déjà impactés par la mise en place de nombreux dispositifs à la rentrée dernière (plan Filles/math, EVAR ect..). Une nouvelle étape serait franchie avec la généralisation de la mise en place des résidences pédagogiques issues de PPCR. La FNEC FP FO en demande l'abandon et le retour au libre choix des animations et des formations dans le cadre de la liberté pédagogique.

C'est pourquoi, La FNEC FP FO 78 est aux côtés des enseignants, des parents d'élèves comme au Chesnay, à Marly, à Aubergenville et partout pour refuser les fermetures de classe et elle revendique:

- La création des postes statutaires à hauteur des besoins en milieu ordinaire comme spécialisé.
- L'augmentation des décharges de direction pour toutes les écoles. Pas une école sans décharge hebdomadaire.
- La FNEC FP FO revendique l'augmentation immédiate des salaires par l'augmentation significative du point d'indice (au moins 10% tout de suite et le rattrapage des 32,5% perdus depuis 2000).

L'abrogation du jour de carence et maintien de la rémunération à 100% en cas d'arrêt maladie.

L'abrogation de la réforme des retraites.

Nous vous remercions de votre attention.